

MILITANT COMMUNISTE



Numéro 12 - 1 €

Militant@militcom.org

Décembre 2004

SOMMAIRE

EDITORIAL

Mobilisons nous pour la victoire du non au référendum sur le traité constitutionnel.

INEDIT

La signification historique de l'ouvrage de Staline « les problèmes économiques du socialisme »

Pourquoi voter NON au référendum sur le traité constitutionnel

Les bourgeoisies européennes renforcent leurs appareils répressifs

Quel rôle joue le comité Valmy ?

C.M.C et le P.T.A renforcent leurs liens internationalistes

E. Hoxha : réflexions sur l'Union Européenne

Courrier d'un Lecteur

Les Théories de l'Altermondialisme

Ce bulletin est publié en direction des militants communistes. Notre but n'est pas de créer un énième groupe prétendant détenir la légitimité communiste. Il est de contribuer à l'unification des communistes en France à partir de leur idéologie commune le Marxisme Léninisme et de leur combat commun contre l'impérialisme, le capitalisme, le révisionnisme, le réformisme, le trotskisme et pour la révolution socialiste. Notre but est de contribuer à la construction d'un seul et véritable Parti Communiste.

Adresse électronique :

Militant@militcom.org

Site Internet :

www.militcom.org

MOBILISONS NOUS POUR LA VICTOIRE DU NON AU REFERENDUM SUR LE TRAITE CONSTITUTIONNEL

Le référendum sur le traité constitutionnel européen, prévu en France en 2005, crée une situation politique face à laquelle les communistes doivent se déterminer et exploiter du point de vue du prolétariat.

Ce traité n'est en effet applicable que si la totalité des vingt-cinq Etats membres de l'UE le ratifient. Il suffit qu'un seul Etat le rejette pour qu'il ne puisse pas être appliqué et que le processus de construction de la superstructure politique supranationale soit mis en difficulté.

Pour les mêmes raisons que nous avons mises en avant pour appeler au boycott des élections parlementaires européennes le 13 juin 2003, le Collectif Militant Communiste appellera à voter NON lors de ce référendum.

VOTER NON POURQUOI ?

Fondamentalement, il s'agit pour nous de faire obstacle à la réalisation du projet de bloc impérialiste des bourgeoisies monopolistes européennes qui n'est rien d'autre et qui ne peut être rien d'autre qu'un instrument aux mains de ces bourgeoisies pour exploiter d'avantage les prolétariats et les peuples d'Europe et du monde, un instrument d'oppression et de répression, de reconquête colonialiste et de repartage de la planète, un instrument économique, politique et militaire pour résoudre, y compris par la guerre, les rivalités qui opposent les impérialismes et les blocs impérialistes entre eux.

Au travers de ce combat contre l'Union Européenne, nous voulons affaiblir l'impérialisme Français, celui que notre classe ouvrière et notre peuple sont en mesure de combattre et de renverser pour installer leur propre pouvoir et construire le socialisme.

Notre but est d'ébranler l'édifice européen pour le détruire. En faire sortir la France serait une première étape. Le vote NON est un moyen permettant de progresser vers cet objectif.

QUEL NON ?

La nature et le contenu que les communistes donnent à leur NON découlent de l'analyse qu'ils font de l'Union Européenne et de leur mission révolutionnaire de classe.

Leur NON est d'abord un NON anti capitaliste.

L'UE a pour fonction de mettre en œuvre les instruments politiques, économiques et militaires pour que le capital financier réalise le maximum de profit dans les conditions mondiales actuelles. Cela se traduit par la poursuite des restructurations industrielles, les délocalisations, la déréglementation et la précarisation du travail, la paupérisation, la casse des services publics et leur privatisation. Nous appelons la classe ouvrière et l'ensemble des couches populaires à s'opposer à ce processus en refusant le traité constitutionnel qui a pour fonction de le renforcer.

Leur NON est un NON pour sortir de l'Europe supranationale.

La classe ouvrière et le peuple de chaque pays doivent conserver le droit d'imposer à leur propre bourgeoisie, par leurs luttes, leur volonté politique, sans ingérence d'un super-Etat européen. En priorité, il faut rejeter et mettre en échec la mise sur pied d'un appareil policier européen déjà en cours de réalisation.

Leur NON est un NON anti-impérialiste à la guerre.

L'Union Européenne a pour but d'élargir les sphères d'influence des principales puissances capitalistes d'Europe dans le monde, non seulement par les moyens économiques et politiques, mais aussi militaires. De la même façon que nous voulons le retrait de la France de l'OTAN et le retrait de tous les soldats français en mission à l'étranger, nous appellerons les ouvriers et le peuple à refuser la construction d'une armée européenne destinée à jouer le rôle de super-gendarme dans le monde, *en rivalité ou en coopération* avec l'armée américaine.

Leur NON est un NON internationaliste.

Par le moyen de l'UE, l'impérialisme français écrase un peu plus la classe ouvrière et le peuple de France. En même temps, il développe ses sur-profits en exploitant, au nom du

marché libre européen et international, les prolétariats des ex-pays socialistes ruinés par la contre-révolution bourgeoise et des pays maintenus dans la pauvreté et le sous-développement. L'UE n'est pas seulement l'ennemi des peuples des nations impérialistes d'Europe, mais aussi l'ennemi des peuples dominés en Europe et à travers le monde. En votant NON, nous exprimerons aussi notre solidarité internationaliste avec ces derniers.

D'ABORD, UNIR LES COMMUNISTES DANS LA CLARTE

Les communistes ne seront pas les seuls à appeler à voter NON. L'extrême droite, la droite souverainiste, des tendances du PS, le PCF, ATTAC, certains trotskistes, etc... Dans les urnes rien ne permettra de distinguer un NON du Front National, un NON réformiste ou social-démocrate euroconstructif et un NON anti-capitaliste pour sortir de l'UE.

La campagne que doivent mener les communistes doit donc développer, dans la plus grande clarté, leurs objectifs politiques et leurs raisons de voter et d'appeler à voter NON. A défaut de cette clarté, ils favoriseraient tous les amalgames et seraient réduits de fait à n'être qu'une force d'appoint de ceux qui s'opposent au traité constitutionnel pour des raisons qui sont opposées aux nôtres.

La campagne que doivent mener les communistes pour le non au référendum ne peut être qu'anti-capitaliste, anti-impérialiste et internationaliste. Ce contenu peut être précisé, complété, développé... mais il est la base de ce qui *doit et peut être partagé* par tous les communistes conséquents et leurs organisations.

Certains groupes et organisations communistes ont déjà élaboré des manifestes appelant à voter NON. Nous savons aussi que certaines d'entre elles ont déjà lancé chacune de leur côté des initiatives et des appels à se regrouper autour d'elles.

Ne nous voilons pas la face, et ne jouons pas à la grenouille de la fable : Si chaque organisation se contente de lancer des appels « unitaires » autour de chacune d'elle en ignorant les autres alors elles auront contribué malheureusement à créer les conditions de la confusion, de la division et elles seront incapables d'impulser le grand rassemblement ouvrier et populaire nécessaire à la victoire du NON.

C'est pourquoi, une nouvelle fois, à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel européen, nous appelons toutes les organisations communistes révolutionnaires à se mettre ensemble autour d'une table pour élaborer une plate-forme politique commune pour une grande campagne commune de dimension nationale capable de constituer une force politique réelle et une base pour les luttes à venir.

L'UNITE DES COMMUNISTES : CONDITION D'UNE GRANDE MOBILISATION POPULAIRE CONTRE L'UNION EUROPEENNE

Les communistes doivent d'abord s'unir. Mais cela ne suffit pas. S'ils y parviennent, alors ils pourront, parce qu'ils seront plus forts et plus crédibles, rassembler autour d'eux d'autres organisations (anti-impérialistes, syndicales, associatives, culturelles...).

Il s'agira alors en partant de la plate-forme commune, de faire preuve de souplesse et d'esprit d'initiative pour associer à notre campagne des forces progressistes dont les objectifs convergent vers les nôtres.

En avant, communistes, rassemblons nos forces, car une grande bataille est devant nous !

Le Collectif Militant Communiste

INEDIT EN SUPPLEMENT A CE BULLETIN

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS

A l'occasion du 150 anniversaire de la naissance de I.V. Djougachvili STALINE nous publions en supplément de ce bulletin une importante analyse du camarade Bill Bland sur les conditions de la publication de l'ouvrage bien connu du camarade Staline et qui met en évidence le rôle déterminant que STALINE a joué dans la lutte contre les déviations révisionnistes et les premières tentatives camouflées de restauration du capitalisme en URSS¹.

Ce travail réalisé fin 1994 début 1995 - basé sur l'étude d'une partie des archives d'Etat rendues publiques - démontre le rôle important et décisif du camarade Staline dans la défense des principes du socialisme scientifique. Il nous montre aussi l'âpre lutte de classe qui se déroulait en URSS entre Marxistes Léninistes et révisionnistes, entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Ce travail donne un éclairage nouveau et inédit sur les conditions de la publication de l'ouvrage de STALINE et du rôle déterminant qu'il joua pour défaire (momentanément) les révisionnistes au 19^{ème} congrès du Parti Communiste. IL nous amène à comprendre comment les révisionnistes bien avant la mort du camarade STALINE avaient préparé le terrain pour une restauration du capitalisme en URSS.

Un article à faire connaître et à diffuser largement autour de vous. Demandez ce supplément auprès de nos militants ou par courrier électronique à militant@militcom.org

¹ La version anglaise originale est consultable sur le site [http :\\www.allianceml.com](http://www.allianceml.com). de l'organisation marxiste Léniniste d'Amérique du Nord « ALLIANCE ML ». La version française dont nous avons assuré la traduction peut être aussi consultée sur notre site.

VOTER NON LORS DU REFERENDUM SUR LE TRAITE CONSTITUTIONNEL SEULE POSITION TACTIQUE CORRECTE DES COMMUNISTES

Lors des élections parlementaires européennes de Juin 2004, nous avons appelé au boycott.

Pour le référendum de 2005 sur le traité constitutionnel, nous appelons à voter NON.

Incohérence ? Virage électoraliste ? Il se trouvera sans doute quelques spécialistes de la phrase gauchiste pour nous lancer ce type d'accusations. Mais les communistes peuvent aussi s'interroger légitimement sur la justesse et la portée politique du vote NON. C'est pourquoi nous tenons à argumenter notre position. D'abord, quelle est la position du marxisme léninisme sur les élections en général.

LES ELECTIONS ET LA CONQUETE DU POUVOIR PAR LA CLASSE OUVRIERE

Le marxisme léninisme est la théorie scientifique de la révolution. Cette théorie nous apprend que le passage de la société capitaliste à un stade supérieur, la société socialiste passe nécessairement par le renversement violent de l'ordre bourgeois, de la dictature de la bourgeoisie et en premier lieu la destruction de son appareil d'Etat puis l'exercice de la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie vaincue.

Les communistes ont pour tâche d'éduquer les masses ouvrières dans cette perspective :

« La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée – et précisément celle-là – de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et Kautskystes, aujourd'hui prépondérantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli, par les partisans des unes et des autres, de cette propagande, de cette agitation.

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. »¹

Telle est, exprimée sans ambiguïté, la tâche fondamentale de l'avant-garde communiste, sans laquelle, la stratégie de la révolution prolétarienne ne peut être qu'un vœu pieux. Autrement dit, d'une manière générale, le marxisme léninisme exclut et combat, en théorie et en pratique les thèses social-démocrates et révisionnistes sur la possibilité du passage pacifique, sur la voie parlementaire au socialisme.²

En abandonnant la stratégie de la révolution violente et en prétendant que le socialisme est ac-

cessible par la voie électorale, les révisionnistes et les réformistes sociaux-démocrates trahissent les intérêts de la classe ouvrière, l'éloignent de la prise révolutionnaire du pouvoir et entraînent les masses dans un cycle sans fin d'illusions et de désillusions qui les écoeurent de la politique.

Les communistes ont pour tâche de combattre sans relâche, dans leur propagande et leur agitation, l'électoralisme, le crétinisme parlementaire, le pacifisme et toutes les pratiques réformistes qui diffusent dans les masses l'idée fautive que l'on pourrait pacifiquement, sans violence, avec le bulletin de vote « ouvrir la voie au socialisme ».

Mais faut-il pour autant refuser de participer aux élections ?

LES MARXISTES LENINISTES ET LES ELECTIONS

Lénine a traité d'une manière approfondie de cette question dans son ouvrage *La maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*. Son objectif était de détruire l'influence que certains courants de « gauche » exerçaient dans le mouvement ouvrier européen, après 1918, sur les mots d'ordre de non-participation aux syndicats et de refus de participation aux élections parlementaires bourgeoises. Lénine oppose d'abord à ces tendances « gauchistes », l'expérience du parti bolchevique. Voici ce qu'il écrit :

« En deux occasions la lutte du bolchevisme contre les déviations "de gauche" dans son propre parti prit une ampleur particulière: en 1908, à propos de la participation au "parlement" le plus réactionnaire et aux associations ouvrières légales, régies par des lois ultra-réactionnaires, et en 1918 (paix de Brest-Litovsk), sur la question de savoir si l'on pouvait admettre tel ou tel "compromis".

En 1908, les bolchéviks "de gauche" furent exclus de notre parti pour s'être obstinément refusés à comprendre la nécessité de participer au "parlement" ultra-réactionnaire. Les "gauches" - parmi lesquels figuraient bon nombre d'excellents révolutionnaires qui, plus tard, appartenirent (et continuent d'appartenir) avec honneur au Parti communiste, - s'inspiraient plus particulièrement de l'expérience heureuse du boycottage de 1905. Lorsqu'au mois d'août le tsar avait proclamé la convocation d'un "parlement" consultatif, les bolcheviks, à l'encontre de tous les partis d'opposition et à l'encontre des mencheviks, avaient proclamé le boycottage de ce parlement, et celui-ci fut effectivement balayé par la révolution d'octobre 1905.

Alors le boycottage était tout indiqué, non pas que la non-participation aux parlements réactionnaires soit juste en général, mais parce qu'on avait exactement tenu compte de la situation objective qui menait à une transformation rapide des grèves de masse en grève politique, puis en grève révolutionnaire et, enfin, en insurrection. (...) Le boycottage bolchévique du "parlement" en 1905 enrichit le prolétariat révolutionnaire d'une expérience politique extrêmement précieuse, en lui montrant qu'il est parfois utile et même obligatoire, lorsqu'on use simultanément des formes de lutte légales ou non, parlementaires et extraparlémentaires, de savoir renoncer aux formes parlementaires. Mais transposer aveuglément, par simple imitation, sans esprit critique, cette expérience dans d'autres conditions, dans une autre conjoncture, c'est commettre la plus grave erreur. Le boycottage de la "Douma" par les bolcheviks, en 1906, fut une erreur pourtant sans gravité et facile à réparer (Ce qui vaut pour les individus peut être appliqué, toutes proportions gardées, à la politique et aux partis. L'homme intelligent n'est pas celui qui ne fait pas de fautes. Ces gens-là n'existent pas et ne peuvent pas exister. Celui-là est intelligent qui fait des fautes, pas très graves, et qui sait les corriger facilement et vite.). Par contre, une erreur très grave et difficilement réparable fut le boycottage de 1907, 1908 et des années suivantes. A cette époque en effet, d'une part, on ne pouvait s'attendre à voir monter très rapidement la vague révolutionnaire, ni à ce qu'elle se transformât en insurrection, et, d'autre part, la nécessité de combiner le travail légal avec le travail illégal découlait de la situation historique créée par la rénovation bourgeoise de la monarchie. Quand on considère aujourd'hui rétrospectivement cette période historique parfaitement résolue, dont le lien avec les périodes ultérieures est maintenant tout à fait manifeste, il apparaît clairement que les bolcheviks n'avaient pas pu conserver (je ne dis même pas: affermir, développer, fortifier), entre 1908 et 1914, le noyau solide du parti révolutionnaire du prolétariat, s'ils n'avaient pas su maintenir, au prix d'une âpre lutte, l'obligation de combiner les formes de lutte illégales avec les formes légales, avec la participation obligatoire au parlement ultra-réactionnaire et à une série d'autres institutions, régies par une législation réactionnaire (caisses d'assurances, etc.). »

Il est clair, comme le montre Lénine que la décision de boycotter ou de participer aux élections dépend de l'analyse concrète de la situation concrète au moment où se pose la question, et de l'intérêt politique que les communistes peuvent tirer ou non de leur participation aux élections pour le progrès du processus révolutionnaire. Pour Lénine, la pratique révolutionnaire rejette les formules, les tactiques figées que l'on ressort, sans tenir compte de

la réalité, porté par la certitude de défendre les « principes » fondamentaux du M.L. . La pratique révolutionnaire nécessite au contraire toute la souplesse et tout le discernement que la réalité impose dans l'application de ces principes. Ecoutons encore Lénine et tâchons de faire notre son esprit pratique et son sens de la tactique :

« Les révolutionnaires sans expérience pensent souvent que les moyens de lutte légaux sont entachés d'opportunisme, car c'est sur ce terrain que la bourgeoisie a le plus souvent (surtout en des temps "pacifiques", non révolutionnaires) trompé et mystifié les ouvriers; et que les moyens de lutte illégaux sont révolutionnaires. Mais c'est faux. Ce qui est vrai, c'est que sont opportunistes et traîtres à la classe ouvrière les partis et les chefs qui ne savent pas ou ne veulent pas (ne dis pas: je ne peux pas, dis: je ne veux pas) user des moyens de lutte illégaux dans une situation comme, par exemple, celle de la guerre impérialiste de 1914-1918, où la bourgeoisie des pays démocratiques les plus libres trompait les ouvriers avec un cynisme et une frénésie sans nom, en interdisant de dire la vérité sur le caractère spoliateur de la guerre. Mais les révolutionnaires qui ne savent pas allier aux formes illégales de lutte toutes les formes légales sont de bien mauvais révolutionnaires. Il n'est pas difficile d'être un révolutionnaire quand la révolution a éclaté déjà et bat son plein; quand tout un chacun s'y rallie par simple engouement, pour suivre la mode, parfois même pour faire carrière. Sa "libération" de ces piètres révolutionnaires, le prolétariat doit la payer plus tard, après sa victoire, par des efforts inouïs, par un martyre douloureux, pourrait-on dire. Il est beaucoup plus difficile - et beaucoup plus précieux - de se montrer révolutionnaire quand la situation ne permet pas encore la lutte directe, déclarée, véritablement massive, véritablement révolutionnaire, de savoir défendre les intérêts de la révolution (par la propagande, par l'agitation, par l'organisation) dans des institutions non révolutionnaires, voire nettement réactionnaires, dans une ambiance non révolutionnaire, parmi des masses incapables de comprendre tout de suite la nécessité d'une méthode d'action révolutionnaire. Savoir trouver, pressentir, déterminer exactement la voie concrète ou le tour spécial des événements, qui conduira les masses vers la grande lutte révolutionnaire véritable, décisive et finale: tel est le principal objet du communisme actuel en Europe occidentale et en Amérique. (.....)

De là deux conclusions pratiques d'une grande importance: la première, c'est que la classe révolutionnaire, pour remplir sa tâche, doit savoir prendre possession de toutes les formes et de tous les côtés, sans la moindre exception, de l'activité so-

ciale (quitte à compléter, après la conquête du pouvoir politique et parfois au prix d'un grand risque et d'un danger énorme, ce qu'elle n'aura pas terminé avant cette conquête); la seconde, c'est que la classe révolutionnaire doit se tenir prête à remplacer vite et brusquement une forme par une autre. »

Voilà comment Lénine s'adressait aux communistes « de gauche » :

« Vous vous imaginez vous-même « terriblement révolutionnaires », chers boycotteurs et antiparlementaires, mais en fait vous avez pris peur devant les difficultés, relativement peu importantes, de la lutte contre les influences bourgeoises dans le mouvement ouvrier, alors que votre victoire, c'est-à-dire le renversement de la bourgeoisie et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, suscitera ces mêmes difficultés dans une perspective encore plus grande, infiniment plus grande »

Tel est l'esprit révolutionnaire pratique de Lénine : A l'opposé de l'idéalisme et du dogmatisme et toujours fondé sur l'analyse concrète de la réalité concrète.

LES MARXISTES-LÉNINISTES ET LES ELECTIONS EUROPEENNES

A L'évidence, ni les élections parlementaires européennes, ni le référendum sur le traité constitutionnel n'interviennent dans le contexte d'une lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre le pouvoir de la bourgeoisie. Elles ont lieu, pour reprendre l'expression de Lénine, « *Dans une ambiance non révolutionnaire, parmi des masses incapables de comprendre tout de suite la nécessité d'une méthode d'action révolutionnaire* »

La tactique des communistes, tenant compte de cette situation, ne peut donc viser que des objectifs politiques limités. Qui pourrait croire ou rêver qu'il est possible d'abattre par les élections le bloc impérialiste européen ? Par contre en adoptant une tactique juste, il n'est pas impossible de créer des difficultés aux bourgeoisies impérialistes européennes en exploitant les tensions et les dissensions politiques en leur sein. Mais surtout il est possible d'utiliser ces moments « d'agitation » politique qui précèdent certaines élections pour mener campagne afin de faire progresser le niveau de conscience anti-capitaliste des masses.

LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPEEN de JUN 2004

Pour ces élections MC a appelé au boycott. Pourquoi ? Parce que, par ce vote, la bourgeoisie cherchait à faire accepter le parlement européen comme une institution légitime, entérinée par « les peuples ». D'autre part la mise en place des institutions élues « démocratiquement » vise à entretenir chez les travailleurs l'illusion qu'un parlement européen pourrait être utilisé « pour construire une Europe plus sociale ». Dans ces conditions, le boycott était pour les communistes, le moyen le plus approprié pour qu'ils puissent développer leur propagande sur la nature de l'Europe impérialiste et sur le rôle qu'elle entendait faire jouer à ses institutions. C'était aussi pour les communistes de tracer une ligne de démarcation claire avec l'opportunisme électoraliste des partis révisionnistes, sociaux démocrates petits bourgeois et gauchistes pour lesquels l'Europe est devenue une réalité irréversible et le cadre d'une future et hypothétique « Europe sociale des peuples »

LE REFERENDUM CONSTITUTIONNEL DE 2005

Quel est l'enjeu politique de ce référendum ? Aujourd'hui il n'existe pas de constitution européenne s'imposant aux peuples d'Europe. S'il est approuvé par la totalité des pays de l'UE – car il faut l'unanimité pour qu'il entre en vigueur – le traité constitutionnel ajoutera un pilier supplémentaire à l'édifice réactionnaire européen. Il constituerait alors le socle juridique de la dictature des bourgeoisies européennes unies sur les peuples du continent. Dans une majorité des pays, ce sont les parlements nationaux qui décideront. Et leur choix ne fait aucun doute quant à l'issue de leur choix : Ils approuveront tous le traité.

En France, le pouvoir chiraquien a décidé de recourir au référendum. Il tente par-là d'obtenir un avantage politique par rapport à ses concurrents qu'il divise (la « gauche » en particulier). Il veut aussi, présenter un visage démocratique à l'approche des prochaines élections présidentielles quitte à prendre le risque à ce que le NON l'emporte et bloque l'adoption du traité constitutionnel. **Qu'une telle éventualité, dans les conditions politiques actuelles, puisse se produire dans l'un des principaux pays impérialistes européens et contribuer à affaiblir ou à retarder l'édification politique du bloc impérialiste doit être pris en compte par les communistes.**

Les classes ouvrières et les peuples européens n'ont aucun intérêt à ce que l'UE se dote d'une « constitution » au service des monopoles. Constitution qui permettrait, au nom « de la sécurité et de la défense commune » de légitimer et rendre

automatique toute intervention armée dans tout de l'EU en cas de troubles qui mettraient en cause les « intérêts » généraux de l'EU.

Alors faut-il boycotter ou appeler à voter et mener une campagne communiste pour le NON ?

L'appel au boycott, **dans les conditions que nous venons d'analyser**, est à l'évidence beaucoup plus un aveu d'impuissance, pour les communistes qui le préconiseraient, à agir sur les conditions politiques de leurs luttes, que la marque d'une position « révolutionnaire » censée combattre les illusions électoralistes des masses.

Le boycott a pour conséquence immédiate de concourir à la victoire du OUI, c'est-à-dire rappelons-le, de permettre la mise en place des dispositifs juridiques que le traité constitutionnel prévoit

et que les bourgeoisies monopolistes d'Europe utiliseront **contre** les travailleurs. Le boycott va à l'encontre de notre objectif qui est de combattre et d'affaiblir le bloc impérialiste européen en construction.

La seule tactique juste pour les communistes est donc d'appeler à voter NON en menant une campagne d'explication claire sur les enjeux de cette bataille politique pour la lutte des travailleurs et en se gardant d'entretenir toute illusion électoraliste qui nous écarterait de notre stratégie révolutionnaire.

C.M.C

¹Lénine – L'Etat et la Révolution

² Lénine acceptait deux exceptions à la loi générale de la révolution violente : **la première** concernait l'époque du capitalisme pré monopoliste, où l'Etat était peu militarisé; cette hypothèse n'est plus valable depuis le début du 20^{ème} siècle. **La deuxième** concerne les petits états isolés au milieu d'un monde où le rapport des forces serait définitivement favorable aux Etats socialistes et où la bourgeoisie pourrait se retirer sans combattre. Cette situation n'a jamais existé.

³ voir l'article 1-41 de la constitution

Sur notre site <http://www.militcom.org>

Nouveautés

ANALYSES CRITIQUES DE L'ALTERMONDIALISME

Altermondialisme : La nouvelle internationale ?

et

En marge des « vraies lois de l'économie » de Jacques Généreux

ECONOMIE POLITIQUE MARXISTE LENINISTE

Réédition des « Principes d'Economie Politique »

De L. SEGAL

Editions sociales Internationales – 1936 –

DOCUMENTS

ECRITS DE LENINE SUR LES « ETATS-UNIS D'EUROPE »

LES BOURGEOISIES EUROPEENNES RENFORCENT LEURS APPAREILS REPRESSIFS

« Quand vous critiquez l'Etat supranational, on pense aux souverainistes Pasqua et de Villiers. En cas de manifestations, vous préférez vous faire réprimer par des flics français ou allemands ? Pour ma part, je ne vois pas de différence. L'Union Européenne est un carcan pour les peuples, mais pas plus que les Etats de chaque pays. »

Cette critique nous a été adressée par un lecteur du tract « BOYCOTTONS LES ELECTIONS EUROPEENNES DU 13 JUIN » en référence au paragraphe intitulé : **L'UNION EUROPEENNE : UN CARCAN POUR LES PEUPLES**. Nous y répondons ici en la mettant en face de l'information suivante publiée par le quotidien **NORD ECLAIR** du 18 septembre 2004 sous le titre :

Opérationnelle avant la fin de l'année L'Europe se dote d'une force de gendarmerie

NORD ECLAIR 18-09-2004

L'Europe s'est dotée hier à l'initiative de la France d'une force de gendarmerie, spécialisée dans la gestion des conflits et censée préparer le retour à la normale dans les phases de « sortie de crise ». Les ministres de la Défense des cinq pays européens disposant de gendarmes, carabiniers et autres gardes civils, --Espagne, France, Italie, Pays-Bas et Portugal-- ont signé une « déclaration politique » instituant la mise en place de cette « force de gendarmerie européenne », hier en marge de la réunion des ministres européens de la Défense à Noordwijk (Pays-Bas).

D'une capacité initiale d'environ 800 hommes, cette force doit être prête à intervenir dans un délai de 30 jours. Elle « sera opérationnelle avant la fin de l'année », selon l'initiatrice du projet, le ministre

français de la Défense Michèle Alliot-Marie, qui avait présenté ce projet à ses homologues européens à Rome en septembre 2003. Elle a précisé que son état-major permanent sera installé à Vicenza (Italie) à partir du mois prochain. « Cette force de gendarmerie européenne est une capacité supplémentaire dont se dote l'Union européenne », a déclaré lors de la signature M^{me} Alliot-Marie, pour qui ces gendarmes européens seront appelés à être envoyés sur le terrain notamment dans les situations de « sorties de crise », c'est-à-dire lorsqu'un conflit baisse en intensité, mais requiert toujours une présence armée internationale. Cette gendarmerie européenne ne sera pas une force permanente, mais constituée d'un réservoir de forces à puiser dans les cinq pays disposant d'une gendarmerie.

Posons quelques questions à ce camarade :

- 1) Oui ou non, cette force de gendarmerie clairement dirigée contre les luttes révolutionnaires, de dimension et à vocation d'intervention européenne constitue-t-elle un perfectionnement et un renforcement de l'appareil répressif des bourgeoisies impérialistes européennes contre les travailleurs...tchèques (par exemple) ?
- 2) Le renforcement des structures étatiques européennes et donc de l'appareil juridique et armé supranational, l'un des buts du traité constitutionnel, est-il oui ou non dirigé contre les travailleurs et les peuples ?
- 3) Peut-on alors proclamer son indifférence devant ces évidences en avançant des objections comme celle de notre contradicteur – de bonne foi, nous n'en doutons pas – mais typiques du répertoire anarchiste ou trotskiste ?

Les réponses coulent de source.

Répondons par avance à une autre critique du type : « dire qu'on est contre une police européenne, cela revient à dire qu'on est pour une police française »

Pour les communistes, s'opposer à la constitution d'une police (et d'une armée) européenne ne signifie évidemment pas qu'on accepte l'existence et l'action de la police bourgeoise française. La police française est une partie du bras armé de l'appareil d'Etat bourgeois que le prolétariat trouve en face de lui chaque fois qu'il affronte ses exploiters. Cette police, il faut apprendre à la combattre et elle sera détruite dans le cours et dans la réalisation de la révolution, en même temps que l'ensemble de l'appareil d'Etat bourgeois.

Encore une fois, combattre l'Europe, ce n'est pas prendre le parti de la France impérialiste ; l'impérialisme français a besoin de l'Europe ; il en est le principal acteur avec l'Allemagne et quelques autres ; combattre l'Europe, c'est du même coup combattre notre propre impérialisme français.

B.M

QUEL ROLE JOUE LE COMITE VALMY ?

CAMARADES DU P R C F, ATTENTION OU VOUS ALLEZ ET AVEC QUI !

G. Gastaud, V. Flament, JP Hemmen, F. Bouchin et L. Landini, représentant le Pôle de Résistance Communiste en France ont rencontré Claude Beaulieu, président du Comité Valmy, le 13 juin 2004 à Paris. De cette rencontre est sorti un communiqué commun contenant les positions respectives du PRCF et du Comité Valmy. Ces positions ne sont pas identiques ; mais leur rapprochement est inquiétant.

A la recherche d'alliances – ce qui est légitime – pour élargir le camp du NON à la constitution européenne, le PRCF ne nous semble pas en l'occurrence aller dans la bonne direction. Voici pourquoi.

Claude Beaulieu n'est pas un nouveau venu dans la mouvance politique qui se réclame du communisme et du marxisme-léninisme. Dès 1964, alors que les premiers communistes fidèles au marxisme-léninisme et à l'URSS de Staline commencent à s'organiser pour mener le combat contre le révisionnisme khrouchtévien et ses manifestations dans le PCF, Claude Beaulieu fonda le « groupe de Clichy » puis le Centre « Marxiste Léniniste » (1) de France. Ce « Centre » diffusa des thèses complètement erronées et provocatrices qui servirent aux dirigeants révisionnistes d'alors pour discréditer, aux yeux de la base du Parti, le juste combat des premiers militants anti-révisionnistes.

Voici quelques extraits tirés de leur Bulletin d'Information « Marxiste Léniniste » (1) (n° 15, décembre 1965) qui permettront aux camarades qui ne connaissent pas C. Beaulieu de commencer à s'en faire une idée.

« Ainsi que l'ont dit les camarades chinois (2) (...), la lutte pour l'indépendance nationale est devenue la question principale à laquelle sont désormais subordonnés tout progrès social et tout essor de la démocratie. L'impérialisme américain, ennemi principal de tous les peuples du monde est devenu l'ennemi principal du peuple français contre lequel il convient de porter les coups principaux. (...) les « marxistes-léninistes » ne craignent pas de dire que le gouvernement capitaliste actuel de notre pays ainsi que notre peuple ont un ennemi commun : l'impérialisme américain. »

Plus loin, il propose « la constitution d'un Front Uni National regroupant toutes les forces favorables à l'indépendance nationale » et en toute logique le C « M L » F appellera à voter pour De Gaulle aux présidentielles de décembre 1965

pour faire échec à Mitterrand, agent de l'impérialisme américain.

« C'est du passé, diront certains. » Pas tant que cela : Son comité, d'abord, le Comité **Valmy**. Pourquoi, **Valmy** ?

Pour l'Histoire, la bataille de Valmy représente la victoire de la nation, bourgeoise mais progressiste, sur les royautés européennes coalisées contre la Révolution Française. Mais pour Claude Beaulieu, il s'agit d'un symbole en lien avec la situation de la France aujourd'hui.

Que dit le communiqué de Beaulieu ?

« le comité Valmy, organisation républicaine, patriotique, progressiste et anti-impérialiste (au fait, Beaulieu considère-t-il la France comme un pays impérialiste ou pas ? –ndlr-) regroupe des personnalités et des militants issus des différentes sensibilités de l'arc républicain unis autour d'objectifs communs essentiels : l'indépendance nationale, la république une, indivisible et laïque, la souveraineté populaire et la progrès social, tous mis en cause par la construction d'une Europe supranationale outil de la mondialisation ultra libérale ET SOUS DOMINATION, A LA FOIS RIVALE ET COMPLICE DES IMPERIALISMES AMERICAIN ET ALLEMAND. (les majuscules sont de MC)

Nous y voilà : Beaulieu n'est pas contre l'Europe parce qu'elle est impérialiste, mais parce que dans cette Europe « ultra libérale », la Patrie est une nouvelle fois en danger, en raison de la volonté de domination « des impérialismes américain et allemand. » Exit l'impérialisme français, vive l'union nationale contre l'Europe des américains et des allemands. Nous sommes revenus 90 et 40 ans en arrière, en plein délire chauvin du type de la II ème Internationale. Nul doute qu'en cas de conflit inter impérialiste entre la France et « les impérialismes américain et Allemand », dans la lignée de Jules Guesde, Beaulieu choisirait l'union sacrée derrière son propre impérialisme au nom de la défense de la Patrie et de l'indépendance nationale.

Aux dirigeants du PRCF nous disons : Faites attention, camarades ! N'allez pas vous embourber dans le marais du social chauvinisme en compagnie de C. Beaulieu et de ses personnalités de **l'arc républicain**. Regardez plutôt du côté des communistes !

MC

(2) Les mêmes camarades chinois, quelque temps après déplacèrent d'ailleurs vers l'URSS révisionniste la cible de l'ennemi principal et se mirent à coopérer avec les Etats-Unis de Richard Nixon.

(1) les guillemets signifient que ce centre n'avait rien de marxiste-léniniste.

Le Collectif Militant Communiste et le Parti du travail d'Albanie Renforcent leurs liens internationalistes

Dans le cadre de la cérémonie commémorative du 96^{ème} anniversaire de la naissance d'Enver Hoxha, un camarade du Collectif Militant Communiste s'est rendu à Tirana à l'invitation du Parti du Travail d'Albanie. Lors du rassemblement au cimetière sud de Tirana, le camarade a déposé une couronne sur la tombe du dirigeant historique du peuple albanais. Il a ensuite été reçu par la camarade Nexhmije Hoxha avec qui il s'est entretenu sur la situation politique en France, en Albanie et dans le monde.

Au cours de son séjour, notre camarade a eu plusieurs rencontres avec des responsables de plusieurs comités de parti du PTA et en particulier celui de Tirana. Une grande unité de vue s'est manifestée au cours de ces rencontres sur toutes les questions politiques actuelles et particulièrement sur la nécessité de l'unification des communistes dans un seul Parti. Les camarades albanais ont remercié notre Collectif d'avoir publié dans notre bulletin de septembre 2004 l'intervention du camarade Muharrem Xhafa au séminaire international de Bruxelles de 2004 (organisé par le PTB).

A notre tour, nous remercions le Parti du Travail d'Albanie d'avoir publié dans son journal « 8 Octobre » l'éditorial de notre bulletin « Militant Communiste » n° 11 et de l'avoir mis à l'étude dans les organisations de base du Parti. **Il a été décidé de développer et d'approfondir concrètement les relations entre nos deux organisations et d'étudier les possibilités de les élargir à d'autres organisations qui travaillent à l'unité des communistes.**

- Proletarë të të gjitha vendeve, bashkohuni!



8 NENTORI

ORGAN I PARTISË SE PUNES TE SHQIPERISE

✱ E MËRKURË, 29 SHTATOR 2004 ✱ PERIODIKE NUMRI 40 (66) ✱ ÇMIMI 20 lekë

8

8 NËNTORI

29 SHTATOR 2004

Bashkimi i komunisteve ne nje Parti te vetme - nje çeshtje kyç per t'u zgj i dhur

SHENIM I REDAKSISE:

Ky artikull është marrë me ndonjë shkurtim nga Buletini "Militant Komunist", Nr.11, shtator 2004, organ i Kolektivit Militant Komunist të Francës. Është përkthyer nga frengjishtja në shqip nga Muharrem Xhafa. Redaksia mendon se përben një kontribut për çështjen e bashkimit të komunisteve, prandaj dhe sugjeron punimin e tij në të gjitha organizatat-bazë të Partisë.

ideologjike të levizjes komuniste franceze, e cila nuk arriti të ngrihet asnjë herë me të vertete në nivelin e zoterimit të kuptimit komunist të botës, zoterim që do ta kishte penguar PKF të binte në lëkundjet, pasigurite, gabimet e tradhëtite, të cilat çuan në kthimin e drejtimit të revolucionit prej saj në çdo periudhë të krizës revolucionare që ka njohur Franca.

Një analizë me e thellë e me e plotë e levizjes komuniste dhe e Partisë Komuniste Franceze nga pikepamja marksiste-leniniste do të kishte qenë e

reale të shoqërisë, për të vepruar në zhvillimin e luftës së klasave dhe për të përcaktuar qartë taktikën e strategjinë e komunisteve. Ja ky është realiteti i levizjes komuniste, që duhet përballuar dhe transformuar, me qëllim që Partia Komuniste revolucionare të ekzistojë e të zhvillohet sa më shpejt që të jetë e mundur. Ndërtimi i një partie komuniste supozon që komunistet të ngrenë nivelin e tyre të zoterimit të teorisë revolucionare marksiste-leniniste, të cilën në e përcaktojmë si arsye kryesore

ne luftën e klasave dhe mundësi që elementet me të përparuar të proletariatit të perkrasin komunizmin.

Se dyti, të refuzosh diskutimin me shoket dhe organizatat, shkëmbimin e analizave të situatave, evidentimin e divergjencave e shkaqet e tyre nga pikepamja marksiste-leniniste, me pretëkin se kjo ose ajo organizatë komuniste ka tendencë revizioniste, se ajo ose kjo organizatë nuk është 100 për qind marksiste-leniniste, kjo është të marreshësh dëshirë për realitet, të mos nisësh nga

Traduction de l'encadré (SHENIM I REDAKSISE)

Cet article est tiré (avec quelques passages résumés) du bulletin « Militant Communiste », n°11, septembre 2004, organe du Collectif Militant Communiste de France. Il est traduit du français en albanais par Muharrem Xhafa. La rédaction pense qu'il constitue une contribution sur la question de l'unité des communistes, c'est pourquoi elle suggère son étude dans toutes les organisations de base du Parti.

DOCUMENT : ENVER HOXHA sur l'UNION EUROPEENNE

Les lignes suivantes sont extraites de l'œuvre du camarade E. Hoxha « Réflexions sur la Chine » et du rapport au VII^{ème} congrès du PTA, que l'on peut consulter sur le site : http://www.lescommunistes.net/~bolchevisme/polemique_sino_albanaise_pcc_pta.htm. L'analyse qui date de 1973 et 1976 est toujours d'actualité et constitue un exemple de maîtrise de la méthode du matérialisme historique. Le camarade y analyse la construction de l'Union Européenne dans tous ses aspects contradictoires dans le cadre des contradictions inter impérialistes et en décrit sa nature réactionnaire pour la classe ouvrière et les peuples.

Comme on le sait, l'impérialisme américain est sorti de la Seconde Guerre mondiale puissant et pourvu d'un potentiel militaire et économique agressif. Il a assumé le rôle de gendarme international et a travaillé à remettre sur pied toutes les forces réactionnaires capitalistes en Europe, en Amérique latine et ailleurs. L'impérialisme américain voyait se dresser devant lui le grand camp du socialisme et tous les peuples du monde qui aspiraient à la libération et luttèrent pour y accéder. En quelques années, les États-unis remirent sur pied l'Allemagne de Bonn, l'Italie, l'économie capitaliste française, anglaise et autre, mais ils ne manquèrent pas de veiller à se réserver, dans toute transformation qui s'opérait dans ces pays, leur ration, c'est-à-dire la part du lion. Les États-unis «allégèrent» ces pays de leurs colonies, qu'ils firent leurs par de nouvelles méthodes. En redressant soi-disant ces États, les impérialistes américains renforcèrent leur hégémonie dans le monde, lièrent leurs «alliés» à leur char par toutes sortes de traités militaires et économiques. Tout cela servait à renforcer en premier lieu l'hégémonie américaine, à renforcer la bourgeoisie réactionnaire dans chaque pays, à étouffer tout mouvement et toute aspiration populaire dans ces pays et dans le monde et à créer un bloc de fer contre l'Union soviétique socialiste, contre le communisme. (...) En dépit de leur redressement économique, les pays capitalistes d'Europe sont plongés dans une crise grave et les peuples qui y vivent sont opprimés par les oligarchies locales. Partout on assiste à des grèves, des manifestations, des affrontements armés qui prennent parfois les dimensions d'une véritable guerre, comme c'est le cas en Irlande du Nord. Qu'est-ce que cela prouve ? La putréfaction du capitalisme et la montée des forces révolutionnaires. Toutefois, outre l'oppression et l'exploitation qui y sont exercées par l'oligarchie locale, dans ces pays règne aussi la botte sauvage de l'impérialisme américain. Dans cette situation, ces pays aussi veulent échapper à la botte des Américains. Mais de quelle manière ? Le retrait de De Gaulle de l'OTAN, la création par la France d'une force de frappe atomique indépendante, **la constitution du Marché commun européen et l'idée lancée pour la création des «États-unis d'Europe» ainsi que la lutte continue menée dans ce sens ne s'inspirent pas seulement du souci d'échapper au**

diktat américain. Ce n'est là qu'un aspect de ces phénomènes. Il en est un autre, à savoir que la bourgeoisie estime que l'union des grands monopoles de ces pays créera une force économique, politique et militaire compacte, mieux en mesure de réprimer les révoltes et les révolutions populaires, qui, dès maintenant, lui ont causé des difficultés insurmontables et qui, par la suite, en raison des crises chroniques, lui apporteront des jours encore plus sombres. (...)

Actuellement, avec la création des «États-unis d'Europe» qu'appuie aussi Chou En-lai, les capitalistes d'Europe occidentale ne poursuivent pas d'autre but que de se partager tranquillement la sueur et le sang du prolétariat et des peuples européens. Les capitalistes s'appliquent à donner à ce partage une couleur «pacifique», en l'«enjolivant» de termes comme «révolution technico-scientifique», «société de consommation» et autres slogans fabriqués. Mais, comme le dit Lénine, ce partage ne peut se faire sur d'autres bases que celle de la force. Et c'est pourquoi ce bloc d'États est une source de guerres d'agression impérialistes pour la répartition du butin pillé. » (*Enver Hoxha, 15 janvier 1973 : « Déclarations anti-marxiste de Chou En-lai », Réflexions sur la Chine, Tome II, édition numérique, p. 5-11.*)

(...)

« Les contradictions au sein des alliances politiques, militaires et économiques dirigées par l'impérialisme américain, se sont, elles aussi, exacerbées. Les conflits et la concurrence entre les monopoles d'Europe occidentale et du Japon, d'une part, et les monopoles des États-unis, de l'autre, sont entrés dans une phase nouvelle où chacune des parties cherche à s'assurer pour son compte des positions de supériorité, des privilèges et des avantages. Leurs divergences se sont encore approfondies par suite de la crise de l'énergie et des matières premières, du rétrécissement de la sphère d'exportation des capitaux et des difficultés accrues de s'assurer des profits à travers la politique néo-colonialiste. L'analyse et les prévisions de Staline sont pleinement confirmées. Dès 1952 il disait en effet : « *En apparence, la «sérénité» règne partout : Les États-unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France,*

l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des USA, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette «sérénité» puisse se maintenir «pour l'éternité» ; que ces pays supportent sans fin la domination et le joug des États-Unis d'Amérique ; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher à la captivité américaine pour s'engager sur le chemin de l'indépendance. » (J. Staline, Les problèmes économiques du socialisme en URSS, éd. albanaise, 1968, p. 39.) Dans le cadre des alliances de l'Occident, les plus grands différends sont ceux qui opposent les États-Unis et le Marché commun, et ces désaccords, sous la pression et les manoeuvres du bloc soviétique, tendent à s'accroître. Dans cet esprit de concurrence, les États-Unis, pour faire obstacle à l'affirmation et à la consolidation du Marché commun, s'efforcent de manipuler chacun de ses membres séparément et de les opposer les uns aux autres. En particulier, ils cherchent à entraver le rapprochement franco-allemand en affaiblissant la France et en soutenant l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, tout en oeuvrant à asservir les autres membres plus faibles. Il convient de dire que les pays d'Europe occidentale, eux non plus, en dépit des organismes communs qu'ils ont créés, n'ont jamais cessé de déployer, chacun de son côté, de gros efforts pour s'assurer le plus de concessions et de débouchés possible dans le monde. » (Enver Hoxha, Rapport au VII^{ème} congrès du PTA, 1^{er} novembre 1976, édition numérique, p.14.)

COURRIER D'UN LECTEUR

Camarade, Je te remercie tout d'abord de m'adresser régulièrement le bulletin de votre collectif (...) J'ai lu avec intérêt le bulletin de septembre 2004.

La critique du PCF est bien étayée et peut aider les camarades désorientés qui ne savent plus ce que peut et doit être un authentique parti communiste. L'éditorial a aussi le mérite de rappeler que la « construction d'un Parti Communiste suppose que les communistes élèvent leur niveau de maîtrise de la théorie révolutionnaire ML... »

Il reste aujourd'hui trop peu de camarades ayant un niveau théorique suffisant et parmi les rares « jeunes pousses » peu font un réel effort pour approfondir leurs connaissances. Si nous voulons avancer, force est de constater que le travail de transmission de la théorie révolutionnaire est immense et... urgent. Le bulletin participe à ce travail pour la publication de quelques articles de fond. J'ai tout particulièrement apprécié l'article « *Altermondialisme : La nouvelle internationale ?* »

IL est essentiel de mettre en avant le caractère réformiste de tous ceux qui font mine de dénoncer le capitalisme mais qui en fait en assurent la survie. La formule « *l'altermondialisme constitue la dernière carte de la bourgeoisie, son ultime paravent pour détourner les luttes de classes* » résume bien quel est le but de ces nouveaux « penseurs ». L'altermondialisme joue actuellement le rôle que la social-démocratie n'est plus en capacité de jouer. Même sénile, le capitalisme trouve toujours un subterfuge pour durer. J'ai distribué l'article à deux camarades qui l'ont trouvé fort pertinent.

Les informations sur le PTA sont intéressantes. (..)

Dans l'attente de te lire ou de lire le prochain bulletin MC , reçois mes salutations communistes.

LES THEORIES DE L'ALTERMONDIALISME

Dans le cadre de la critique de l'altermondialisme, nous recommandons la lecture de la réflexion d'un camarade, intitulée **En marge des « vraies lois de l'économie » de Jacques Généreux**. J Généreux est un intellectuel appartenant à la mouvance alter mondialiste. Dans son ouvrage **les vraies lois de l'économie**, il prétend avoir découvert les solutions à l'ultra-libéralisme ! Avant d'aborder la critique à proprement parler des « **vraies lois de l'économie** », l'étude de notre camarade rappelle les fondements de l'économie politique marxiste, tout autant dans le but de donner au travailleur les connaissances de base lui permettant de comprendre réellement les mécanismes de l'économie dont il est habituellement le jouet, que dans le but de mettre en regard les « vraies lois de l'économie » telles que se les représente Jacques Généreux avec les lois objectives, réelles, régissant la société capitaliste. Cette étude s'attache à éclairer quelques-unes des lois de l'économie dont nous, travailleurs, entendons parler à toutes les sauces et au nom desquelles les classes possédantes nous pressurent. Elle démontre enfin que l'altermondialisme, sous ses apparences progressistes, n'en est pas moins profondément réactionnaire et ne peut en aucun cas constituer une quelconque « alternative économique » viable face au « néo-libéralisme ». **On peut consulter cette étude sur notre site <http://www.militcom.org> et sur le site <http://www.lescommunistes.net/~bolchevisme>. Une édition papier peut être obtenue sur simple demande auprès de Militant Communiste.**